

Migration en Europe

Symposium international organisé par les Dominicains et l'Académie Catholique à Berlin

Le défi à relever est d'élaborer une politique européenne commune en matière d'immigration. Comment jugera-t-on à ce sujet les pays européens et l'Europe en tant que telle? En elle-même déjà, l'expression "forteresse Europe" renferme une aspiration largement répandue à la préservation, la distinction, la défense. Dans le même temps, la tension ne cesse de grandir aux frontières

Les Européens sont animés par deux pulsions contradictoires : d'une part, une exigence de solidarité plus universelle avec ceux qui pratiquent, ce qui est constitutif de l'identité européenne : le "franchissement de frontières". D'autre part, une anxiété sans cesse croissante qu'on ne peut pas sous-estimer : la peur d'une perte d'identité, la peur de la confrontation avec d'autres origines et d'autres mentalités culturelles et religieuses et enfin la peur de devoir partager son propre bien-être. Les citoyens de l'Union attendent de leurs représentants qu'ils gouvernent et dirigent de façon efficace et structurée en la matière.

Afin d'approfondir cette question éminemment actuelle, l'Académie Catholique à Berlin ainsi que trois institutions de l'Ordre des Dominicains - l'Institut M-Dominique Chenu (Berlin), Espaces Europe (Bruxelles), et la Faculté de Sciences Sociales de la Pontificia Università San Tommaso d'Aquino - PUST (Rome) lancèrent fin novembre 2003 à Berlin une invitation à un Symposium sur le thème "La migration en Europe". Ce symposium de trois jours fut subventionné par la Direction Générale "Education et Culture" de la Commission européenne. Plus de quatre-vingts participants de 13 pays différents (du Danemark à la Croatie, de l'Albanie à la Suisse, de la Grande-Bretagne à la Tchéquie) y répondirent : des représentants d'Organisations et d'associations religieuses (International Catholic Migration Commission - ICMC - , la Commission des Conférences des Evêques de l'Union européenne - COMECE - , diverses Conférences nationales des Evêques, Caritas, Justice et Paix, le Service aux Réfugiés des Jésuites, pour n'en citer que quelques uns) y prirent part, tout comme des hommes politiques (membre du gouvernement fédéral et du Bundestag allemand), des agents de ministères (Ministère de l'Intérieur de Berlin, le Ministère de la Défense de Londres, parmi d'autres), des représentants d'institutions européennes et internationales (Commission européenne, Parlement Européen, Haut Commissariat aux Réfugiés de l'ONU - UNHCR), des personnes actives dans des initiatives de politique d'immigration, des services d'entraide et des ONG, de même que des responsables d'institutions scolaires, des journalistes, des spécialistes en éthique sociale et des théologiens. Parmi les participants, il y avait 13 dominicains et dominicaines d'Allemagne, des Pays-Bas, de Belgique, d'Italie, d'Espagne et de Croatie !

L'échange de vues entre les responsables politiques, les philosophes et praticiens du monde des réfugiés, devaient se situer au dessus de considérations nationales étroites, tester la force d'orientation des réflexions éthico-théologiques sur des questions d'actualité brûlantes (droit d'asile, droit à l'immigration, immigration illégale) et enfin, par des exemples concrets d'action possible, donner des orientations futures concernant les politiques d'immigration.

Malgré le processus de sécularisation le christianisme imprègne encore profondément l'horizon des valeurs européennes en ce qui concerne la relation "juste" à l'étranger. Le christianisme s'est radicalement distancé de l'éthique du groupe et du clan pour donner à la notion de communauté son sens universel. Conformément à cette idée - comme l'a souligné avec insistance l'archevêque de Berlin, le Cardinal Georg Sterzinsky - les Eglises chrétiennes défendent avec fermeté le droit au choix de résidence. C'est à cause de cette tradition éthique que beaucoup estiment que la solidarité envers les personnes dans le besoin et envers les étrangers est un devoir indispensable de même que le principe de dépassement des frontières (pour reprendre la thèse défendue par le théologien anglican Graham Ward, de l'université de Manchester, dans son exposé "Hospitality and Justice towards 'strangers' "). Pourtant aujourd'hui, ces valeurs et ces positions sont souvent taxées de "trop exigeantes", "irréalistes" ou "naïves". A ce propos, Hans-Joachim Stange (du Ministère de l'Intérieur, à Berlin) rappelait que les réglementations politiques en matière de politique d'immigration sont loin d'offrir une solution au vrai problème de fond de l'(in)justice internationale. Outre cela, l'unanimité s'est exprimée pour qu'on ne puisse en aucun cas prétendre sacrifier le droit d'asile en vertu de la demande d'une sécurité totale apparue après le 11 septembre, ce qui constitue " l'agenda caché" de beaucoup de politiques nationales (Bruno Kapfer, Caritas Europa).

Il y a manifestement une différence de niveau entre "prophétiser" des valeurs fortes et faire face aux problèmes et aux conflits concrets causés par l'immigration qui par ailleurs participe également à notre enrichissement culturel et à notre prospérité économique. Cette fissure entre l'exigence éthique et la pratique politique fut soulignée avec une franchise d'autocritique remarquable par Marieluise Beck MdB, déléguée du gouvernement fédéral au service de l'immigration, des réfugiés et de l'intégration.

La première tâche est donc de formuler des orientations qui prennent en compte les traditions historiques, culturelles et spirituelles de l'Europe tout autant que les réalités politiques d'aujourd'hui. Ces réalités renferment peuvent s'exprimer par un chiffre que Kapfer se plaît à rappeler : lorsqu'on compare l'Europe et l'Afrique, la répartition des charges à l'accueil des migrants est de 1 à 25 ! A ce propos, Walter Lesch, spécialiste en éthique sociale et enseignant à Louvain-la-Neuve (Belgique) plaida en faveur d'une définition plus exacte de ce qu'on entend par "intérêt propre" et "bien public". Et Rita Süssmuth, Présidente du Comité d'Experts à l'Immigration et à l'Intégration allemand, d'insister pour que la tâche de devoir donner des orien-

tations éthiques ne revienne pas seulement et de façon quasi systématique aux Eglises, mais qu'elle se manifeste également dans une politique concrète

Quelles exigences devons-nous nous imposer, que pouvons-nous exiger des autres ? Quel doit être la ligne de conduite de notre culture, que signifient hospitalité et justice, mais aussi que veut dire "identité" dans nos discussions sur les espoirs des immigrés et leurs droits ? Que signifient responsabilité nationale et responsabilité européenne envers les immigrés dans un monde qui se globalise - c'est la question que posait le sociologue Ramon Lopez de la Osa Gonzalez OP (PUST, Rome) ? Qu'en est-il également, dans ce contexte, de la problématique du genre ?

Le symposium de Berlin est loin d'avoir répondu à toutes les questions...

(http://www.katholische-akademie-berlin.de/includes/pol_ges_texte_gr.php?id=10)

Ulrich ENGEL OP

Institut M.D. Chenu – Espaces Berlin
Trad. : Gabrielle DERRIKS, Bruxelles